

VALEUR AJOUTÉE

la rubrique de l'économie qui innove

L'économie, c'est une histoire d'hommes ou de femmes avant de devenir une question de chiffres. Un flair hors pair, des prises de risques, le sens du marché et des produits qui marqueront nos lendemains. C'est le destin du duo franco-allemand formé de Julien Dossmann et de Pascal Klein, anciens potes de fac, qui ont créé Pyrum.

Et les vieux pneus redeviendront pétrole...

le chiffre

8

C'est le coût, en millions d'euros, de la tour de pyrolyse installée Dieselstrasse, dans la zone industrielle nord de Dillingen, à la frontière franco-allemande. « Avec un chiffre d'affaires de 350 000 € par mois, on attend un retour sur investissement en 4 ou 5 ans. » Pyrum projette l'installation de cette même unité de production dans la zone d'activités de la communauté de communes de Sarre-Union, sans doute avec un autre partenaire. Ces tours pourraient être « dupliquées » partout en France pour transformer les vieux pneus.

Lancée par deux jeunes, Julien Dossmann et Pascal Klein, la société franco-allemande Pyrum transforme les vieux pneus en pétrole. Le procédé, unique en Europe, a été inventé par l'ingénieur Klaus-Peter Schulz.

Ensemble, ces deux-là ont déjà fait les 400 coups. Ils se sont rencontrés à Strasbourg, durant leurs études en école de commerce, ont suivi le même cursus aux États-Unis et ont même partagé un appartement, à New York, pendant sept mois. « Lui, faisait le ménage et la cuisine. Moi, je bricolais », plaisante l'accent puissant, l'un d'eux. Aujourd'hui, Julien Dossmann, 29 ans, Alsacien d'origine, et Pascal Klein, 27 ans, Sarrois, se sont associés pour créer Pyrum, la société qui transforme les vieux pneus en pétrole. Un procédé révolutionnaire !

Des copains...

« Un jour, raconte Julien Dossmann, mon père m'a présenté un de ses amis, Klaus-Peter Schulz, un inventeur un peu fou. Il m'a défié : "plutôt que de faire la fête, amuse-toi avec cette trouvaille". » L'étudiant, né dans une famille d'entrepreneurs, était encore en troisième année d'école de commerce. Il réunit une bande d'amis, tire des plans sur la comète, prépare un business plan... Bref, il y croit. Fin 2007, la petite équipe se lance. Pyrum est né.

Faire du pétrole avec de vieux pneus... Quarante ans que beaucoup essaient, Pyrum y est parvenu. « La pyrolyse est un procédé vieux comme le monde, schématise Julien Dossmann. On l'utilise beaucoup pour le bois. » Cette décomposition chimique de molécules par la chaleur semblait être autrement plus compliquée avec le caoutchouc. Qui n'a pas résisté à la pugnacité de Klaus-Peter Schulz, l'ingénieur septuagénaire allemand, sacré directeur technique. Ne comptez pas sur lui pour révéler tous ses secrets, mais tout l'art réside dans la thermolyse, sa chauffe régulière - qui n'est pas de la cuisson - et les opérations de pression. Les vieux pneus, débités en pastilles, sont chauffés à 700°.

en circuit fermé totalement privé d'oxygène. Pas de feu, donc pas de fumée, pour prévenir toute pollution. D'ailleurs, au sein de l'usine prototype, aucune odeur de caoutchouc. Les différentes pressions permettent d'extraire des pneus usagés trois matières premières, synonymes d'or. Du pétrole brut, à l'immense avantage d'être sans impuretés, ni viscosité. Du coke, formé à 93 % de carbone, et du gaz, directement réinjecté dans les machines pour les faire tourner. Pétrole et coke, eux, seront revendus à des négociants, industriels du plastique, du caoutchouc... ou du pneu ! La boucle est bouclée !

... au brevet

Pour l'heure, la société est basée à Dillingen, à la frontière franco-allemande, sur un terrain appartenant au père de Pascal Klein, homme d'affaires sarrois. « Entre l'aide de nos parents, celle du conseil régional d'Alsace et Oséo, notre mise de départ était de 350 000 €. Nous avons tout fait pour rester dans cette enveloppe. » Au printemps dernier, les deux camarades se lancent dans la construction d'un prototype de 8M€ - lire ci-contre -, de sept mètres de haut, dans un garage de 50 m². Aujourd'hui, le procédé est industrialisé et breveté. Demain, il sera viable. Pour rendre à César les aides et subventions accordées, Pyrum s'installera en France, à Sarre-Union, une commune alsacienne à la frontière de la Lorraine.

Julien Dossmann et Pascal Klein sont confiants sur ce procédé, modèle de recyclage où la matière redevient matière première !

Chaque année, 400 000 tonnes de vieux pneus se retrouvent en décharge en France et 600 000 en Allemagne...

Jonathan BREUER.



Julien Dossmann, 29 ans, Alsacien d'origine, et Pascal Klein, 27 ans, Sarrois d'origine, ont créé l'entreprise Pyrum à Dillingen, près de Sarrelouis. Et bientôt à Sarre-Union. Ils se targuent d'avoir le soutien de l'Union européenne dans le cadre du programme Ecoinnovation. Photo RL

Haro sur la pollution en Alsace bossue

Si belle, si paisible, l'Alsace bossue, ce petit coin de Lorraine expatrié, a peur. « A la sortie de l'autoroute, à Sarre-Union, se dresseront prochainement les trois réacteurs d'une usine de thermolyse de pneus : un incinérateur géant, indiquait il y a quelques semaines un journal satirique diffusé dans la région. 90 000 tonnes de pneus thermolysés, ce sont 12 500 tonnes de résidus gazéifiés de pneus brûlés qui seront rejetés dans l'atmosphère. »

Un premier combat

Dans cette région connue pour ses paysages préservés, son agriculture bio, ses petits hameaux nichés au cœur des vallons, des militants écologistes s'inquiètent. Ils se souviennent encore du combat qu'ils ont mené contre l'implantation d'une centrale électrique au gaz, côté mosellan, à Hambach, à quelques kilomètres de là. Déjà à cette époque, ils craignaient de voir leur niveau de vie dégradé par une usine qu'ils jugeaient polluante.

Un procédé au point

« Il n'en sera rien », jurent les deux responsables de l'entreprise Pyrum. « Notre unité de production ne pollue pas plus qu'un camion garé au bord d'une route, tranche Pascal Klein. Nous avons besoin de courant électrique. Nous ne le prenons pas de la prise, mais du gaz, provenant de la transformation des pneus, qui fait tourner un moteur et qui produit de l'énergie. » Comme on le sait en Moselle-Est, les déchets ont de la ressource.

Des normes propres

Les deux jeunes chefs d'entreprise assurent veiller scrupuleusement aux normes écologiques. « Nous avons des procédés très propres, enchaîne le dirigeant allemand. Dans notre réacteur, il n'y a pas d'oxygène, donc pas d'étincelle. Ainsi, on crée de la vapeur de pneu qui reste dans la machine. Elle est condensée et donne elle-même du pétrole. » La transformation du vieux cercle en caoutchouc serait donc un cercle vertueux.

la phrase

« En Allemagne, créer une entreprise est plus simple. En trois mois, tout est fait, l'administration n'a que ce délai pour nous répondre. En France, il faut compter au minimum dix-huit mois de tracasseries. »

Pascal Klein, coresponsable de l'entreprise franco-allemande Pyrum. Elle existe déjà à Dillingen, sur l'autoroute qui mène de Sarrebruck à Luxembourg. Elle doit s'implanter courant 2015 à Sarre-Union, à 20 minutes de Sarreguemines.

28 emplois créés

A Dillingen, 14 personnes s'agitent déjà autour de la tour gris clair et vert vif. Le nombre de salariés devrait doubler quand Pyrum s'implantera à Sarre-Union. « On travaille depuis quelques années avec la communauté de communes, on a réservé un terrain », indique Julien Dossmann. Le projet a reçu le soutien du conseil régional d'Alsace et de l'Adira, l'agence de développement économique du Bas-Rhin.

INDUSTRIE

vosges

Docelles: fermeture de la papeterie

Le groupe finlandais UPM va fermer sa papeterie de Docelles (Vosges), a-t-il annoncé hier. Même si deux offres de reprise, dont l'une émanant des salariés, pourraient sauver l'usine, en activité depuis 1478, ce qui fait d'elle une des plus vieilles de France. L'arrêt des machines est prévu demain matin et la fermeture va toucher au total 161 salariés. Un plan social, négocié entre les salariés et UPM fin 2013, a été validé début janvier par les autorités françaises.

Le groupe finlandais avait négocié avec quelques repreneurs en 2013, mais les dossiers de reprise n'étaient « pas crédibles » selon lui. Un porte-parole du groupe a toutefois ajouté qu'UPM pouvait encore envisager de vendre « la machinerie et les biens » du site. Le maire de Docelles, Chris-

tian Tarantola (DVG), a déclaré hier qu'il y avait encore « deux possibilités de reprise, dont l'une par les salariés sous la forme d'une société coopérative et participative » (SCOP).

« Les machines ont, fort heureusement, été modernisées il y a quelques années, avec plusieurs millions d'euros d'investissement. Vu le type de papier qu'on peut faire ici, sa flexibilité et surtout les compétences des ouvriers, cette machine peut encore être rentable », a-t-il affirmé. Un papetier indonésien s'est également manifesté il y a deux semaines mais « il n'a plus donné signe de vie pour l'instant », selon Sébastien Saget, délégué CGT à Docelles. Les salariés n'ont pas prévu de manifestation ou action symbolique pour marquer le dernier jour d'activité de la papeterie, a-t-il précisé.

Cette fermeture marquerait la fin d'une industrie vieille de plus de cinq siècles dans cette vallée, alors que les Vosges demeurent le premier département papetier en France. « Dès le XVI^e siècle, Docelles est devenu le plus grand village papetier des Vosges, avec cinq moulins, notamment parce qu'on y trouve une eau extrêmement pure, nécessaire tant pour la force motrice que pour la qualité du papier », a souligné Christian Tarantola. Au plus fort de son activité, dans les années 1950, Docelles comptait plus de 600 ouvriers papetiers.

UPM, numéro un mondial du papier pour magazines, avait annoncé il y a un an son intention de réduire nettement ses capacités de production en Europe. UPM s'était déjà séparé de Stracel, une papeterie à Strasbourg, qui comptait 250 salariés.

meuse

Sodetal: le combat continue

Hier, à l'issue du comité d'entreprise extraordinaire du spécialiste du fil d'acier, la lutte pour sauver les emplois est toujours de mise. 319 salariés sont menacés.

La visite d'une entreprise russe la semaine dernière fait grand bruit au sein de l'usine Sodetal de Tronville-en-Barrois, dans le sud meusien. Pourtant, rien n'est joué. « Ils sont restés plus longtemps que prévu, ils ont demandé des renseignements aux administrateurs, mais rien n'est fait. Ils ont annoncé qu'ils se prononceraient dans les deux mois », indiquaient les membres du comité d'entreprise hier.

« Le fait d'intéresser quelqu'un est positif. Vu le marché sur lequel nous nous situons, il n'y a que très peu d'acteurs qui peuvent reprendre l'entreprise. Un appel d'offres est lancé sur le plan national et international », indique l'intersyndicale.

Audience le 7 février

Depuis son placement en redressement judiciaire, le 2 décembre, Sodetal, 319 salariés, spécialiste du fil d'acier pour armatures de pneumatiques, est gérée par deux administrateurs. Ils ont annoncé au

CE extraordinaire qu'il n'y aurait pas de plan social pour l'instant : la trésorerie tiendra jusqu'en mai et il est préférable d'attendre la proposition d'un potentiel repreneur, s'il y en a un.

En dernier recours, Sodetal pourrait être reprise par des salariés sous la forme d'une Scop. « C'est un projet. Il faut définir le nombre de personnes, la faisabilité et la viabilité. Ensuite, il faut en parler au personnel et voir qui est d'accord pour se lancer », précisent la CGT et la CFDT. « Il y a un consensus entre les administrateurs, le mandataire et l'intersyndicale : il faut maintenir une activité sur le site. Le combat continue », rapportent les syndicalistes.

Des tensions commencent à se faire sentir sur le site. Les salariés sont à bout, après plus de deux années d'incertitudes. « Une Scop c'est impossible. Cela coûterait trop cher. Allez trouver des salariés prêts à donner tout ou une partie de leur prime de licenciement sans avoir



« C'est difficile de demander aux gens de continuer à travailler alors que l'on ne connaît pas la finalité », confie l'intersyndicale. Photo Daniel WAMBACH

de garanties derrière », lance un salarié. Lui serait pour une lutte plus visible : « Il faudrait bloquer les routes, manifester ».

Le prochain CE se tiendra le 4 février afin de présenter aux représentants un dossier qui sera remis au tribunal de commerce pour l'audience du 7 février. Elle décidera du main-

tien ou non de Sodetal jusqu'en mai. « Nous n'avons pas de nouvelles dettes, nous cherchons des solutions, des repreneurs potentiels viennent nous voir, il ne devrait pas y avoir de problème pour cette fois », espèrent les syndicalistes.

Aurore GANDELIN.

DEMAIN

votre magazine

version femina

RENCONTRE

Edouard Baer
« Je n'ai que des rêves collectifs »

ACTU

Les Femmes Version Femina

BEAUTÉ

Médecine esthétique, on corrige en douceur

CUISINE

Divines Terrines



dans

Le Républicain
FRANCE JOURNAL
Lorrain